



## CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 22 FEVRIER 2018

### PROCES VERBAL DE SEANCE

L'an deux mille dix-huit et le vingt-deux février, le Conseil de Communauté s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe GUILLOT-VIGNOT.

Date de convocation : jeudi 1<sup>er</sup> mars 2018

Nombre de membres en exercices : 34 – Nombre de présents : 23– Nombre de votants : 28

Etaient présents : Gérard BOUVIER – Patrick MÉANT – Madeleine PLATHIER – Béatrice MASSON – Yves MEYER – Francis SIGOIRE – Andrée RACCURT – François DROGUE – Gérard RAPHAËL – Marie-Hélène TROSSELY – Philippe GUILLOT-VIGNOT – Bernard SIMPLEX – Jacky BERNARD – Romain DAUBIÉ – Christiane GUERRERO – Bertrand GUILLET – Nathalie MONDY – Christian PRADIER – Josette SAVARINO – Patrick BATTISTA – Marc GRIMAND (départ à 20h) – Daniel CHABERT – Michel LEVRAT,

Etaient représentés : Nathalie PELLET (arrivée à 20h) ayant donné pouvoir à Francis SIGOIRE, Fabrice BEAUVOIS ayant donné pouvoir à Andrée RACCURT, Marie-Hélène GRANDCOLIN ayant donné pouvoir à Marie-Hélène TROSSELY, Monique BERNELIN ayant donné pouvoir à Josette SAVARINO, Daniel BOUCHARD ayant donné pouvoir à Romain DAUBIÉ,

Etaient excusés : Danielle BOUCHARD – Léonise SARAIVA – Norbert VAINA – Nathalie VAUDAN – Patricia ARRIAZA-OLMO – Jean-Louis GAGNEUX,

Secrétaire de séance : Jacky BERNARD

Le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance.

#### PREAMBULE

Monsieur le Président exprime un message de sympathie à Monsieur Bernard SIMPLEX suite au décès de sa maman et à Madame Andrée RACCURT, suite au décès de son papa.

#### DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur le Président propose la désignation de Jacky BERNARD comme secrétaire de séance.

Le Conseil de Communauté, à l'unanimité des membres présents :

✚ **DESIGNE** Jacky BERNARD comme secrétaire de séance.

## APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 18 JANVIER 2018

---

Le compte-rendu du 18 janvier 2018 proposé à l'approbation de l'assemblée nécessite quelques amendements. Il est donc proposé de reporter ce point lors de la séance du 8 mars 2018.

## CESSION DE LA PARCELLE C2612P A LA COMMUNE DE BELIGNEUX / GARE DE LA VALBONNE

---




Monsieur le Président rappelle l'acte de cession de la parcelle n°C2612 sur la commune de Bèlignieux entre la collectivité et les consorts Mamelle du 17 mai 2013. Cette cession est intervenue dans le cadre des travaux d'aménagement des abords de la gare de la Valbonne et des travaux de suppression du PN N°20.

En qualité de maître d'ouvrage délégué dans le cadre du contrat d'aménagement gare, la collectivité a porté ces quatre dernières années, le foncier nécessaire aux futurs aménagements du parking nord pour la commune de Bèlignieux et aux futurs travaux de déviation de la RD 1084 pour le compte du Conseil Départemental de l'Ain.

Les travaux d'aménagement des abords sont aujourd'hui achevés. Par délibération du 8 septembre 2016, le Conseil de Communauté a autorisé le Président à signer l'acte authentique de vente d'une partie de la parcelle Mamelle pour 7 946 m<sup>2</sup> au Conseil Départemental de l'Ain. Aujourd'hui, la collectivité vend le reste de la parcelle pour 2566 m<sup>2</sup> à la commune de Bèlignieux.

Il est proposé au conseil de communauté de céder ce foncier au prix de 15€/m<sup>2</sup>, soit un montant de cession de 38 490€. La valeur vénale de ce terrain de 15€/m<sup>2</sup> est celle estimée par France Domaine dans l'avis du 1<sup>er</sup> février 2017.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

-  **ACCEPTE** ladite cession à la commune de Bèlignieux d'une surface d'environ 2566 m<sup>2</sup> à prendre sur la parcelle n°C2612 au prix de 15€/m<sup>2</sup>.
-  **AUTORISE** le Président à recevoir l'acte administratif de vente
-  **MANDATE** Monsieur François DROGUE, Vice-président de la Communauté de Communes de la Côte d'Or à Montluel, à représenter ladite communauté de communes à l'acte de vente.

## CONVENTION AVEC APRR / TRAVAUX D'UN PARKING DE COVOITURAGE SITUE A PROXIMITE DE L'ECHANGE MONTLUEL - LA BOISSE (AUTOROUTE A42) SUR LA COMMUNE DE NIEVROZ

---

Monsieur le Président rappelle que, pour garantir aujourd'hui et demain les conditions de développement économique et humain du territoire, la 3CM organise son action pour accompagner ses habitants et les entreprises dans leur enracinement et leur développement.

La mobilité sur le territoire est un des enjeux importants de cette politique.

Aussi, profitant de l'opportunité d'un foncier disponible lui appartenant, situé à proximité d'un accès autoroutier et de zones d'activités économiques conséquentes (existantes, et à venir), qui pourrait être mis à la disposition de la Sté APRR, la 3CM a lancé l'étude de l'aménagement d'un parking de covoiturage de 75 places.

Les objectifs sont de faciliter les déplacements pour tous et encourager les recours aux déplacements modes doux, de faciliter le stationnement aux abords de l'axe autoroutier et des zones d'activités les Prés Seigneurs, Cap & Co, les Goucheronnes (en cours de création), le parc Carrier, le parc de la Saccunière et les Cèdres Bleus, d'améliorer l'attractivité du territoire, et de valoriser les actions de la

Sté APRR et de la 3CM en termes de développement durable et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Ce projet s'intègre notamment dans l'axe « attractivité et cadre de vie » en facilitant la mobilité interne, en favorisant l'usage des transports alternatifs à la voiture individuelle mais également au titre de l'axe « économie et emploi » en améliorant l'accessibilité aux zones d'emplois, avec la mise en place notamment de « modes doux ».

Suite aux différents échanges entre APRR et la communauté de communes, il a été convenu qu'APRR apporterait une aide financière pour la réalisation des travaux d'aménagements du parking correspondant, la maîtrise d'ouvrage de cette infrastructure étant assurée par la communauté de communes.

La convention N°40-17-32 a pour objet de définir le montant de la participation d'APRR pour la réalisation des travaux du parking de co-voiturage

L'aménagement projeté est situé le long de la route départementale N°61A et de la VC N°101. Ce parking est destiné à favoriser le co-voiturage dans une optique de développement durable et présente un intérêt pour les usagers de l'autoroute et de la voirie communale.

Le projet comporte une plate-forme de 75 places avec des voies revêtues en béton bitumineux et des zones de stationnement revêtues à minima d'un bicouche, deux places pour les personnes à mobilité réduite, deux bornes de recharge électrique lente ou rapide mise à disposition des utilisateurs du parking de co-voiturage, de l'éclairage public, la signalisation horizontale, verticale et de rabattement, une clôture, des portiques aux entrées et sorties pour limiter le gabarit des véhicules, un abri pour les co-voitureurs avec poubelle, et éventuellement un garage à deux roues, de la vidéo-protection et un aménagement paysager, un arrêt de bus peut également être aménagé à proximité immédiate du parc pour déposer les usagers des transports en commun.

La Maîtrise d'Ouvrage du parking de covoiturage ; Etudes, Foncier, Passation et exécution des marchés (notamment de maîtrise d'œuvre, de travaux, etc..) sera réalisée par la communauté de communes.

La communauté de communes assurera ensuite, à ses frais, l'exploitation et l'entretien du parking de covoiturage et de ses équipements pendant toute la durée de la convention.

Le financement d'APRR pour la construction et l'entretien ultérieur du parking de covoiturage s'élève à un montant forfaitaire non révisable et définitif de cent soixante-dix mille Euros hors taxe (170 000 € HT valeur 2017), correspondant à 50% des dépenses prévisionnelles, détaillées dans le tableau ci-dessous :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Taux	Montant
Frais administratifs	5 000,00 €	Financement APRR	50%	170 000,00 €
Etudes techniques	5 000,00 €	Autofinancement de la 3CM	50%	170 000,00 €
Travaux	270 000,00 €			
AMO/MOE	15 000,00 €			
Vidéo-protection	15 000,00 €			
Abri vélo collectif sécurisé	20 000,00 €			
Jalonnement/communication	5 000,00 €			
Aléas/Divers (env. 5%)	5 000,00 €			
TOTAL	340 000,00 €	TOTAL		340 000,00 €

La communauté de communes, en tant que Maître d'Ouvrage, assurera les paiements de l'ensemble des prestations (études de Maîtrise d'Œuvre, géomètre, autres, . .) et travaux auprès des titulaires des marchés correspondants.

APRR versera sa participation financière à la communauté de communes de la façon suivante :

- 25 % à la signature de la présente convention,
- le solde à l'achèvement de l'opération sur justificatifs de la communauté de communes (mise en exploitation du parking de co-voiturage avec l'ensemble des équipements mentionnés dans la présente convention).

Les demandes de participation feront l'objet d'un titre de recettes émis par la communauté de communes.

Les règlements seront effectués par APRR à 45 jours fin de mois à compter de la date d'émission du titre de recette.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

✚ **AUTORISE** le Président à signer la convention N°40-17-132 avec la Sté APRR,

✚ **AUTORISE** le Président à lancer dès-à-présent l'ensemble des consultations nécessaires pour la réalisation des travaux, entendu que les marchés pourront être notifiés, dès lors que les montants auront été engagés, après le vote du budget primitif 2018.

#### **ZAC DES VIADUCS / MISE A LA SIGNATURE DU COMPROMIS DE VENTE POUR L'ACQUISITION PAR LA 3CM D'UNE PARTIE DES PARCELLES AL 437, 924, 925, 926, 732 et 740 SISES SUR LA COMMUNE DE LA BOISSE, APPARTENANT A LA SNCF**

---

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel développe actuellement plusieurs projets économiques sur différents secteurs de son territoire :

- o la ZAC des Goucheronnes, sur la commune de La Boisse,
- o la ZAC « CAP&Co », sur la commune de Montluel et de La Boisse,
- o la ZAC des Viaducs, sur la commune de la Boisse

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC des Viaducs, la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel a engagé, à ce titre, l'acquisition de l'ensemble du foncier.

Le dossier de réalisation a été validé le 3 novembre 2016 et modifié le 5 octobre 2017 par le conseil communautaire.

Le projet d'aménagement de la ZAC des Viaducs intègre notamment des parcelles, appartenant à la SNCF, sous le viaduc autoroutier et ses abords, aux lieux-dits «La Batonne », « Pré Neuf » et « Les Couloures » (parcelles N° 437, 924, 925, 926, 732 et 740).

La 3CM et SNCF ont signé le 26 décembre 2016, une convention temporaire d'occupation avant cession, avec une redevance annuelle de 760,00 € HT.

Cette convention d'occupation a été signée pour une durée de 5 ans, et se terminera à la date de la signature de l'acte authentique opérant cession des parcelles (après arpentages, et découpages au plus juste, après réalisation des aménagements de la ZAC).

Une première facture de 760,00 € HT a été réglée par la 3CM pour l'année 2017.

Les travaux d'aménagement de la ZAC ayant débuté le 22 janvier 2018, l'objectif de la 3CM est de pouvoir procéder auprès de la SNCF à l'acquisition du foncier nécessaire au plus tard dans le courant du mois d'octobre 2018, à l'achèvement de ces aménagements, et après réalisation des arpentages.

Un projet d'arpentage, fait apparaître une surface totale à acquérir d'environ 5252 m².

L'avis du conseil de communauté est sollicité pour autoriser Monsieur le Président à acquérir les parcelles nécessaires et détaillées au projet d'arpentage, pour une surface d'environ 5252 m², situées en zones N et A « cultures et friches » du PLU de la commune de La Boisse, au prix de 3 €/m², frais notariés et frais de géomètre à la charge de la 3CM, suivant un compromis de vente établi avec la

SNCF, avec une date de réitération au 31/12/2018 et soumis à la levée des conditions suspensives liées au lancement de la procédure de déclassement et de purge et droit de priorité.

Considérant le dossier de réalisation de la ZAC qui a été délibéré par le conseil communautaire le 3 novembre 2016, et modifié le 5 octobre 2017,

Considérant l'avis de France Domaine, établi en date du 6 octobre 2016,

Considérant l'avis de France Domaine, établi en date du 2 février 2018,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président,

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

✚ **AUTORISE** l'acquisition d'une partie des parcelles n° N° 437, 924, 925, 926, 732 et 740, pour une surface totale d'environ 5252 m<sup>2</sup>, au prix de 3 €/m<sup>2</sup>,

✚ **AUTORISE** Monsieur le Président à signer l'acte authentique et toutes les pièces administratives se rapportant à l'acquisition de ces parcelles

## **ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE ET L'ACHEMINEMENT DE GAZ NATUREL ET DE SERVICES ASSOCIES COORDONNES PAR LE SIEA ET AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES ET/OU ACCORDS-CADRES ET MARCHES SUBSEQUENTS**

---

Monsieur le Président expose au conseil communautaire que, dans le cadre de la loi n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, les tarifs réglementés de vente de gaz naturel ont été progressivement supprimés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour les sites ayant une Consommation Annuelle de Référence (CAR) de plus de 30 MWh/an.

Dans ce cadre, le groupement de commandes est un outil qui peut permettre d'effectuer plus facilement les opérations de mise en concurrence en obtenant des tarifs plus avantageux.

Le SIEA est coordonnateur d'un groupement de commandes regroupant les communes, leur CCAS le cas échéant, et les groupements de communes du département de l'Ain.

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,

Vu le Code de l'énergie et notamment l'article L.441-5 et les articles 28 et 35 du décret précité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention constitutive du groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement de gaz naturel et de services associés,

Le coordonnateur du groupement est le Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain (SIEA). Il est chargé d'organiser, dans le respect des règles relatives aux marchés publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs prestataires afin de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

Le coordonnateur est également chargé de signer et notifier les accords-cadres ou marchés qu'il conclut ; chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de leur bonne exécution.

En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.



La Commission d'Appel d'Offres de groupement est celle du SIEA, coordonnateur du groupement de commandes.

Entendu l'exposé de Monsieur le Président,

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré 26 voix pour (2 abstentions : Jacky BERNARD et Nathalie MONDY),

✚ **ACCEPTE** les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel et de services associés,

✚ **AUTORISE** l'adhésion de la 3CM au groupement de commandes ayant pour objet l'achat de gaz naturel et de services associés,

-  **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de groupement, et toutes autres pièces nécessaires,
-  **AUTORISE** le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la 3CM.

### **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU GYMNASE DE LA COTIERE / ASSOCIATION « ZAC EN SCENE, LE FESTIVAL DE L'EMERGENCE »**

---

La Communauté de Communes de la Côtère à Montluel, dans le cadre de l'exercice de sa compétence, assure la construction, l'entretien et la gestion des équipements sportifs communautaires. Sont d'intérêt communautaire les gymnases des communes de Dagneux, Montluel et La Boisse, la salle gymnique de Montluel et la MJC.

Les 5 et 6 octobre 2018, le gymnase du lycée de la Côtère sur la commune de La Boisse accueillera un événement « ZAC en scène » : l'organisation de cet événement a été confié à une association communautaire « ZAC en scène, le festival de l'Emergence », sise 85, avenue Pierre Cormorèche 01120 Montluel.

L'objet de cette association est de gérer l'organisation annuelle du festival ZAC en Scène, de porter la notion d'émergence, de participer au rayonnement du territoire communautaire 3CM et d'agir en faveur du développement économique.

A ce titre, celle-ci dispose d'un agrément n° W012010290.


« ZAC en scène » est un festival de musique qui se déroule sur deux jours, les 5 et 6 octobre 2018, en soirée, avec entrées payantes.

L'effectif maximal attendu à un instant T uniquement pour la manifestation exceptionnelle est de 750 personnes maximum.

L'effectif total attendu sur l'ensemble de la durée de la manifestation est de 1600 personnes (bénévoles y compris).

La communauté de communes souhaite apporter son soutien à cette association dans la mesure où son objet présente un intérêt communautaire pour l'animation du territoire intercommunal et la vie de ses habitants et ce, conformément à son arrêté préfectoral du 27 décembre 2017.

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, le conseil de communauté, après en avoir délibéré à l'unanimité :

-  **AUTORISE** le Président à signer la convention de mise à disposition, à titre gracieux, du Gymnase de la Côtère entre la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel et l'Association « ZAC en scène, le festival de l'Emergence ».

### **VENTE D'UN TENEMENT A M. JULIEN SARABIA / ZAE DOMBES CÔTIERE ACTIVITES**

---

M. Julien SARABIA a un projet de création d'un bâtiment de 650 m<sup>2</sup> de surface de plancher destiné, d'une part à sa propre activité de promotion immobilière, et d'autre part, à un atelier de fabrication de produits de boulangerie pour un artisan déjà implanté sur le territoire de la Communauté de Communes.

Il est donc proposé au conseil communautaire de lui céder la parcelle AH1124 d'une contenance de 1 600 m<sup>2</sup> située sur la ZAE Dombes Côtère Activités à Dagneux, au prix de 50 € HT / m<sup>2</sup>. Le prix est conforme à l'estimation de France Domaine en date du 21 décembre 2017.

Il est précisé ici que, conformément au PLU, aucun point de vente ne sera établi sur place. Ce projet représentera à terme une dizaine d'emplois sur site.



La rédaction de l'acte de cession sera réalisée par l'Office Notarial SCP GARNIER-HAYETTE-LAGRANGE-DEVAUX.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✚ **DECIDE** de la cession à M. Julien SARABIA (ou toute société s'y substituant pour son compte), de la parcelle AH1124 située sur la ZAE Dombes Côtière Activités à Dagneux, au prix de 50 € HT/m<sup>2</sup>,
- ✚ **CONFIRME que** la rédaction de l'acte de cession sera établie par l'Office Notarial SCP GARNIER-HAYETTE-LAGRANGE-DEVAUX,
- ✚ **PREND ACTE** que les frais de notaire seront supportés par M. Julien SARABIA,
- ✚ **AUTORISE** le Président à signer l'acte de vente, ainsi que tous les documents nécessaires à la réalisation de cette cession aux conditions fixées ci-dessus.

## **VENTE D'UN TENEMENT SUR LA ZAC DES VIADUCS A LA SCI ML INVESTISSEMENTS**

---

La Communauté de Communes de la Côtière à Montluel est compétente en matière de développement économique. A ce titre, elle a décidé d'aménager, sous forme de ZAC, la Zone d'Activités Economiques « Les Viaducs », située sur la commune de La Boisse.

Deux artisans de la Côtière, représentés par la société ML INVESTISSEMENTS, souhaitent construire un bâtiment artisanal d'environ 900 m<sup>2</sup> pour leurs activités respectives (entreprise générale du bâtiment et transporteur). Une partie de ces locaux pourrait également être mise en location. Ce projet apportera une quinzaine d'emplois supplémentaires sur le site.

Il est donc proposé au conseil communautaire de lui céder un lot d'environ 2 754 m<sup>2</sup>, à prendre sur les parcelles cadastrées AL159, AL164 et AL165, au prix de 73 € HT / m<sup>2</sup>. Le prix est conforme à l'estimation des Domaines en date du 21 décembre 2017.

La surface définitive du terrain cédé sera établie après réalisation d'un bornage contradictoire par un cabinet de géomètres-experts.

La rédaction de l'acte de cession sera réalisée par l'Office Notarial SCP GARNIER-HAYETTE-LAGRANGE-DEVAUX.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✚ **DECIDE** de la cession à la société ML INVESTISSEMENTS (ou toute société s'y substituant pour son compte), d'une emprise foncière d'une superficie d'environ 2 754 m<sup>2</sup> sur la ZAC des Viaducs, sise sur la commune de la BOISSE, à prendre sur les parcelles cadastrées AL159, AL164 et AL165, au prix de 73 € HT / m<sup>2</sup>.
- ✚ **CONFIRME que** la rédaction de l'acte de cession sera établie par l'Office Notarial SCP GARNIER-HAYETTE-LAGRANGE-DEVAUX.
- ✚ **PREND ACTE** que les frais de notaire seront supportés par la société ML INVESTISSEMENTS.
- ✚ **AUTORISE** le Président à signer l'acte de vente, ainsi que tous les documents nécessaires à la réalisation de cette cession aux conditions fixées ci-dessus.

## **ECHANGE DE TERRAINS AVEC M. JEAN-MARC CATHERIN / ZAE**

---

M. Jean-Marc CATHERIN est actuellement propriétaire d'un tènement de 1 484 m<sup>2</sup> composé des parcelles AD132, AD134 et AD252, localisées sur la ZAE des Prés-Seigneurs à Montluel. Il dirige la société CATHERIN TRANSPORTS, spécialisée dans le transport confidentiel de véhicules. Le positionnement actuel de cette activité n'est toutefois pas idéal, à proximité d'habitations et devant emprunter une voie peu sécurisée.





Par ailleurs, ces parcelles en zone UI sont situées dans le prolongement de la ZAC des Prés-Seigneurs II, sur laquelle est en cours de construction le business-village CAP & CO. Ainsi, elles représentent un intérêt stratégique pour la communauté de communes, qui est déjà en possession de terrains adjacents, dans une optique de requalification à terme de cette portion de la ZAE.

Il est donc proposé au conseil communautaire de pratiquer un échange sans soulte avec M. CATHERIN, contre un tènement de 1 502 m<sup>2</sup> environ, à prendre sur la parcelle AL933 située sur la ZAC des Viaducs, à La Boisse. Les conditions financières présentées ici sont conformes aux estimations des Domaines, en date du 29 janvier 2018, qui fait état d'une valorisation équivalente (115 500 €) des deux biens.

La surface définitive du terrain échangé sera établie après réalisation d'un bornage contradictoire par un cabinet de géomètres-experts. Par ailleurs, il a été convenu que la communauté de communes prendra à sa charge, les frais de clôture du tènement.

La rédaction de l'acte de cession sera réalisée par l'Office Notarial SCP GARNIER-HAYETTE-LAGRANGE-DEVAUX.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

-  **DECIDE** de l'échange sans soulte, des parcelles AD132, AD134 et AD252, soit 1 484 m<sup>2</sup>, sur la ZAE des Prés-Seigneurs à MONTLUEL, propriétés de M. Jean-Marc CATHERIN, contre un tènement d'environ 1 500 m<sup>2</sup> sur la ZAC des Viaducs à LA BOISSE, à prendre sur la parcelle cadastrée AL933, propriété de la 3CM.
-  **CONFIRME** que la rédaction de l'acte de cession sera établie par l'Office Notarial SCP GARNIER-HAYETTE-LAGRANGE-DEVAUX.
-  **PREND ACTE** que les frais de notaire seront supportés par la Communauté de Communes.
-  **AUTORISE** le Président à signer l'acte de vente, ainsi que tous les documents nécessaires à la réalisation de cette cession aux conditions fixées ci-dessus.

## **CONTRAT D'OBJECTIFS DECHETS ECONOMIE CIRCULAIRE AVEC ORGANOM.**

---

Monsieur le Vice-Président en charge des déchets rappelle que le conseil communautaire, par délibération en date du 7 juin 2017 avait approuvé la candidature d'ORGANOM à la mise en oeuvre d'un contrat déchets d'économie circulaire (CODEC) pour la période 2018-2020. Ce programme doit permettre de répondre aux exigences de la loi transition énergétique pour la croissance verte.

Suite à l'avis favorable de l'ADEME émis le 27 novembre 2017 sur le programme CODEC proposé par ORGANOM et suite à la délibération du comité syndical d'ORGANOM du 14 décembre 2017 approuvant les termes de la convention de financement proposé par l'ADEME, ORGANOM soumet aux collectivités membres la signature d'un contrat d'objectifs CODEC.

### **Objectif du CODEC**

L'objectif du programme CODEC sur le territoire d'ORGANOM sera de parvenir à une production globale de déchets ménagers inférieurs à 500 kgs par habitant et par an d'ici à 2020 (contre 554 kgs en 2010) et d'impliquer un maximum d'acteurs économiques dans la démarche d'économie circulaire.

Les objectifs contractuels sont les suivants pour les trois indicateurs retenus par l'ADEME :

- 1 - Taux de réduction des DMA\* : - 5.7% (soit environ – 5 000 t / 2016) ;
- 2 - Taux de valorisation des DMA\* : 78% (soit +3% ou + 4 000 t valorisées / 2016) ;
- 3 - Nombre d'entreprises engagées dans des démarches d'économie circulaire : au moins 20.

\*DMA : Déchets Ménagers et Assimilés (inclus les ordures ménagères, les emballages en verre, métal, plastique ou carton, et les autres déchets collectés en déchèterie, y compris les gravats)

Pour atteindre les objectifs prévus dans le cadre du CODEC, Organom s'engage notamment à mobiliser les ressources financières et humaines nécessaires à la définition et à la mise en œuvre du programme (actions d'animation, études, évaluation, formation et communication...) en vue d'atteindre les objectifs.

La collectivité s'engage de son côté à :

- Désigner un élu référent,
- Désigner un technicien référent pour le suivi des actions du CODEC,
- Etablir un programme d'actions (actions d'animation, études, évaluation, formation et communication, prestations ...) ainsi qu'un calendrier prévisionnel correspondant,



- Mobiliser les ressources financières et humaines nécessaires à la définition et à la mise en œuvre du programme en vue d'atteindre les objectifs fixés.
- Baisser sa production de DMA d'au moins 5,7% d'ici trois ans et augmenter la valorisation des déchets collectés d'au moins 3% (en tonnage),
- Adresser à Organom un bilan annuel des actions réalisées, ainsi qu'un bilan global approuvé par le conseil communautaire, à l'issu du programme.

### **Montant de l'aide**

L'aide accordée par l'ADEME à Organom dans le cadre du CODEC, est de 135 k€ par an pour les années 1 et 2, sous réserve que les dépenses soient supérieures au double de ce montant (taux de subvention plafonné à 50%). L'aide versée en année 3 est conditionnée à l'atteinte partielle des objectifs (au minimum 60% de chaque objectif) et sera plafonnée à 180 k€.

Organom s'engage à reverser une partie de cette aide selon les modalités suivantes :

- 50% pour le temps passé supplémentaire, une aide versée ou une prestation intellectuelle,
- 25% pour une prestation technique ou un achat de matériel (sous réserve de validation).

L'attribution des subventions sera arbitrée en Comité de pilotage pour chaque action proposée en fonction des potentiels d'évitement ou de valorisation des déchets, et d'implication des acteurs locaux.

L'aide annuelle prévisionnelle à laquelle pourront prétendre les collectivités est fonction de sa population. Pour la 3CM, le plafond annuel selon dépenses engagées est de 7478 €.


Seules les actions s'inscrivant dans les axes stratégiques déterminés par l'étude de préfiguration du CODEC seront éligibles à un soutien.

### **Actions planifiées**

La commission déchets, réunie le 23 janvier 2018, propose de planifier les actions suivantes :

- Soutenir financièrement l'achat de composteurs ou de lombricomposteurs par les habitants (50 % du prix d'achat de l'appareil plafonné à 40 euros) ;
- Création d'un « préau des matériaux » au sein de la déchèterie communautaire du Moulin, local où les usagers pourront déposer et reprendre des matériaux type planches, carrelage, tubes PVC...
- Mise en œuvre du dispositif « poubelle non triée, non collectée ».

Entendu l'exposé de Monsieur le Vice-Président en charge des déchets, le conseil de communauté, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

 **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs CODEC.

## **ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA PASSATION D'UN MARCHE DE TRAVAUX DE RESEAUX HUMIDES RUE DE GENEVE ET RUE DE BRESSOLLES A DAGNEUX**

Monsieur le Président rappelle que, dans le cadre des travaux d'assainissement à réaliser pour le raccordement des effluents de la commune de Bressolles à la station d'épuration communautaire des îles à Niévroz, la Communauté de communes de la Côtère doit reprendre les réseaux d'assainissement situés sur la commune de Dagneux par lesquels les effluents vont transiter. Des travaux de reprise complète des collecteurs d'eaux usées sont donc nécessaires rue de Bressolles et rue de Genève à Dagneux ainsi que des reprises ponctuelles route de Balan et rue des Platanes (Dagneux).

La commune de Dagneux a prévu dans le même temps de renouveler son réseau d'eau potable rue de Bressolles préalablement à un projet global d'aménagement de la voirie.

Le Département de l'Ain réalisera le renouvellement de la couche de roulement de la rue de Genève (RD 1084) entre la place des Tilleuls et la rue de Bressolles à Dagneux dans la continuité des travaux de réseaux humides.

La réalisation conjointement des travaux de réseaux humides assurera une optimisation des conditions techniques et de délais de réalisation de ces travaux. Le groupement de commandes permettra également à la commune et à la 3CM d'obtenir des offres économiquement plus

avantageuses que si elles procédaient individuellement à une consultation (mutualisation des prix généraux). De plus, les frais de procédure de consultation seront mutualisés.

A ce titre, la commune de Dagneux et la 3CM souhaitent passer un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

En l'occurrence, il s'agit ici de lancer une consultation pour une prestation de travaux, pour la réalisation de réseaux humides sur la commune de Dagneux, consistant en :

- la pose d'un réseau d'eaux usées rue de Genève ;
- la pose d'un réseau d'eaux usées rue de Bressolles ;
- la pose d'un réseau d'eau potable rue de Bressolles,
- la reprise ponctuelle des réseaux d'eaux usées route de Balan et rue des Platanes.

Le marché de travaux fera l'objet d'un lot unique.

Chaque Collectivité signera son propre acte d'engagement et rémunérera le prestataire à la hauteur de ses besoins propres.

Compte-tenu des seuils de procédure en marché de travaux, la procédure mise en œuvre sera un marché à procédure adaptée.

Les modalités de constitution et de fonctionnement du groupement de commandes sont définies dans la convention de groupement de commandes dont le projet est annexé à la présente délibération.







La 3CM est désignée en tant que coordonnateur du groupement de commandes.

La commission consultative des marchés publics sera présidée par le représentant du coordonnateur et sera composée des membres de la commission consultative de la 3CM, ainsi que des représentants de la commune de Dagneux élus parmi ses membres à voix délibérative, à savoir le Maire et son adjointe aux travaux.

La convention de groupement de commande entrera en vigueur dès sa signature par les parties, et jusqu'à la date de notification du dernier acte d'engagement.

Entendu l'exposé de Monsieur le Président,

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

-  **DECIDE** d'adhérer au groupement de commandes pour la passation d'un marché de travaux,
-  **ACCEPTE** que la 3CM soit coordonnateur du groupement de commandes,
-  **ACCEPTE** les termes de la convention,
-  **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention du groupement de commande à intervenir, et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération,
-  **AUTORISE** Monsieur le Président à procéder aux dépenses et à lancer la procédure de consultation,
-  **PRECISE** que les frais de fonctionnement du groupement sont avancés par le coordonnateur et répartis entre les collectivités concernées suivant les modalités fixées dans la convention.

## **MODALITE D'ATTRIBUTION DU REGIME INDEMNITAIRE POUR LES CADRES D'EMPLOIS NON SOUMIS AU RIFSEEP**

---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,


Vu la délibération n° 2016/06/75 du conseil communautaire du 16 juin 2016 instituant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu la délibération n°2016/06/75 du conseil communautaire du 16 juin instituant le complément indemnitaire annuel (CIA) au personnel de la collectivité selon les modalités définies,

Vu la délibération n° 2017/11/136 du conseil communautaire du 2 novembre 2017 pris pour actualisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de

l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour la filière technique et portant sur les cadres d'emplois d'agents techniques et agents de maîtrise,

Considérant qu'il convient qu'un traitement équitable soit appliqué au titre de l'attribution du régime indemnitaire au personnel et dans l'attente de la publication des arrêtés d'application du RIFSEEP à l'ensemble des cadres d'emplois de la collectivité, le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

-  **DECIDE** de recourir aux modalités ou retenues pour absences sur les primes I.S.S. (indemnité spécifique de service) et P.S.R. (prime de service et de rendement), telles que définies pour l'attribution de l'I.F.S.E., à savoir :
  - Ces primes et indemnités cesseront d'être versées en cas d'accident de services, de maladie professionnelles et maladies ordinaires, en cas d'indisponibilité impliquant une absence continue supérieure à 1 jour.
  - Les primes et indemnités seront supprimées pour l'agent en congé de longue maladie ou de longue durée.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1er mars 2018.

## DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

---

*Arrivée de Nathalie PELLET et départ de Marc GRIMAND*

Monsieur le Président rappelle à l'Assemblée que la tenue du débat d'orientation budgétaire est obligatoire pour les groupements comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (articles L 2312-1, L3312-1, L 4311-1, L 5211-26 du code général des collectivités territoriales) et qu'il doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Le débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel.

Monsieur le Président présente les grandes orientations budgétaires qui présideront à l'élaboration du budget primitif 2018.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président, chacun a pu s'exprimer librement sur les propositions émises et formuler une opinion.

Interventions :

François DROGUE : Document instructif. S'interroge au vu du Débat d'Orientation Budgétaire de la 3CM sur ce qu'il en est pour la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau.

Philippe GUILLOT-VIGNOT : En effet, il serait intéressant d'avoir la lecture de leur Débat d'Orientation Budgétaire.

F. DROGUE : Informe sur le fait que les deux parcelles restant à acquérir sur l'emprise destinée, initialement pour la caserne du SDIS, sur la ZAC des Viaducs, sont sur le point de pouvoir être cessibles.

## INFORMATIONS DIVERSES

---

### **Développement économique :**

- **Réunion d'information sur la requalification de l'avenue Prés-Seigneurs le lundi 5 mars à 18h30 à ONLY KART :**

La Communauté de Communes de la Côtère à Montluel va engager dès 2018 de nouveaux travaux sur l'avenue des Prés-Seigneurs afin de sécuriser et fluidifier le trafic de la Zone d'Activités Economiques. La 3CM souhaite présenter le projet aux entreprises afin de répondre à leurs interrogations et identifier les solutions permettant de limiter les nuisances engendrés par le chantier.

- **Petit-déjeuner avec l'ASCOT (Association des chefs d'entreprises de la Côtère) le jeudi 8 mars à 8h30 à l'espace co-working TIERSMIX :** portant sur les services publics de l'Emploi (Pôle Emploi, Mission Locale, Relais pour l'Emploi).

Comment répondre aux besoins des entreprises en termes d'emploi ? L'ASCOT, en partenariat avec la 3CM, organise un petit déjeuner thématique « L'emploi et le recrutement sur la Côtière » :

- Présentation des données de l'emploi sur le territoire,
  - Intervention du directeur du Pôle Emploi Meximieux-Miribel, sur les services numériques aux entreprises,
  - Intervention de la Mission locale sur la question de l'emploi des jeunes,
  - Intervention du Relais pour l'Emploi de Montluel.
- 
- **Forum Emploi le 15 Mars à 9h00 à la salle des Bâtonnes de DAGNEUX** : Forum Emploi organisé avec Pôle Emploi, en partenariat avec la 3CM et la Ville de Dagneux : ce Forum offre l'opportunité de rencontrer de nombreux employeurs en recherche de salariés.
  - **Forum de l'entrepreneuriat le 20 septembre.**

#### **Ligue contre le cancer :**

Bertrand GUILLET informe de la remise de chèque d'un montant de 2216,10 € à la Ligue contre le cancer ce jour. Le tonnage de verre collecté est passé de 706,6 tonnes en 2016 à 738,7 tonnes en 2017.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président clôt la séance.

**Prochain conseil communautaire :  
le 8 mars 2018 à 19h00**